

# Des Livres et Vous

Journal de la CGT BnF  
n. 17 nouvelle série, octobre 2014

## ► CONTRACTUELS ET FONCTIONNAIRES DE CATEGORIE A

Une étude réalisée en 2013 par l'Agence pour l'emploi des cadres et intitulée « Evolution de l'organisation du travail des cadres : facteurs et impacts » révèle que chez ces personnels le sentiment général est de devoir « faire plus avec moins ». Parmi les facteurs perçus comme ayant le plus d'impact sur l'organisation du travail :

- l'augmentation du nombre de projets,
- la multiplication des tâches à faire en même temps,
- les nouveaux moyens de communication,
- l'évolution des délais,
- l'évolution du temps passé en réunion,
- les restrictions budgétaires.

## ► Des formes nouvelles d'organisation du travail

Rappelons que dans les années 90 ont été mises en place de nouvelles formes d'organisation du travail s'appuyant sur un management par objectifs et mode projets accentuant la pression sur les délais et les coûts, une évaluation individualisée des performances et enfin une standardisation des procédures niant, dans les faits, le pouvoir contributif des salariés. Les cadres se retrouvent ainsi parfois à devoir mettre en œuvre des orientations stratégiques qu'ils désapprouvent.

## ► Et à la Bibliothèque nationale ?

Les catégories A et les contractuels d'un niveau équivalent représentent 36% de l'effectif de la BnF. Parmi eux 166 ont une responsabilité hiérarchique dont 96 chefs de service.

Selon l'enquête BVA 2011 sur les conditions de travail dans l'établissement, ils sont **39 % à se déclarer quotidiennement surchargés de travail** contre 14% pour les autres catégories de personnels. **63% d'entre eux considèrent également leur activité comme stressante (+8%)**.

En effet, à la BnF, les méthodes de travail en mode projet associées à la baisse des effectifs et à la multiplication des tâches et des missions favorisent l'intensification du travail :

- manque de priorisation des tâches obligeant à une très grande disponibilité
- charge de travail accrue obligeant à rester tard au bureau ou à rapporter du travail à la maison
- spirale infernale des réunions, groupes de travail
- pressions sur des objectifs parfois irréalistes et/ou contradictoires
- diktat de la rationalisation et de la rentabilité
- structure pyramidale, lourdeur des prises de décisions, incapacité des directions à écouter l'avis des agents, générant découragement et lassitude
- multiplication des dispositifs d'évaluation et de contrôle constituant une formidable perte de temps
- pour certains encadrants, manque de moyens et de soutien de la ligne hiérarchique, ce qui les déstabilise, les culpabilise et crée du stress
- pour les non encadrants, déresponsabilisation et sous information accompagnées d'une insuffisante reconnaissance de leur expertise

## ► Inverser la tendance

→ La CGT-BnF dénonce ces méthodes de travail anxigènes et leurs conséquences. Notre organisation porte depuis maintenant près de deux ans le dossier RPS (risques psycho-sociaux) dans le cadre de discussions syndicats/direction. Elle rappelle l'engagement de la BnF sur la prévention des situations à risque. Pour la CGT-BnF, le mal-être au travail, le stress, le surmenage ne sont pas une fatalité mais la conséquence du « faire plus avec moins » couplé aux nouvelles formes d'organisations du travail. C'est bien cela qu'il faut changer !

## ► COLÈRE DANS LES BIBLIOTHÈQUES (BM, BU, BNF, BPI...) !

Depuis maintenant deux ans, les personnels des bibliothèques, municipales, universitaires ou encore à la BnF et la BPI se mobilisent. Le ras-le-bol est général et pour tous il s'agit de dénoncer le manque de moyens pour assurer les missions auprès du public dans de bonnes conditions.

## ► Partout en France et dans tous les types de bibliothèques !

La liste des mobilisations est longue (et non exhaustive) : grève dans les bibliothèques municipales de Rennes (septembre 2012), à la bibliothèque Mériadeck de Bordeaux (avril 2013), dans les BM de Nantes (avril 2013), dans les BM de Lyon (juin 2013). Grève en septembre 2012 la BPI, et en juin 2013 à la BnF. Du côté des bibliothèques universitaires, le printemps 2014 a vu plusieurs mouvements de protestations : à l'UPMC Université Pierre et Marie Curie (Paris, 5<sup>e</sup>) en grève le 28 mai 2014, à la BU de la Sorbonne fermée pour cause de grève les 3,4 et 5 juin 2014 et à Jussieu (Paris 6<sup>e</sup>) en grève les 22 mai et 8 juillet. Enfin, les bibliothèques municipales de la ville de Paris fortement mobilisées le 13 juin.

## ► Des problématiques similaires

Les mêmes difficultés se retrouvent partout : sous-effectifs, augmentation de la charge de travail, emplois précaires (moniteurs étudiants, vacataires...) pour pallier le manque de personnels et permettre d'assurer le service public notamment en soirée et le week-end, baisse des crédits affectant toute la chaîne documentaire et réduisant l'offre aux usagers, conditions de travail détériorées par la multiplication des tâches, la flexibilité accrue sans qu'il y ait le plus souvent de concertation, de formation et sans jamais de reconnaissance ou compensation financière.



Le manque de dialogue avec les directions n'arrange rien. L'absence de négociations, de prises en compte des demandes et des inquiétudes des personnels, le flou des réponses des administrations, le refus de toutes compensations pour les contraintes supplémentaires (la question de l'extension des horaires d'ouverture) entretiennent un climat de tension et de démotivation.

## ► Un profond malaise mais toujours un fort attachement aux missions

Le malaise est profond alors que les personnels des bibliothèques font grand cas d'un service public de qualité. Le sentiment de dévalorisation du métier est réel. L'utilisation toujours plus importante d'emplois précaires souvent non formés, le refus de créer des postes constitue une menace pour l'emploi statutaire. Être bibliothécaire est un métier nécessitant une formation initiale et continue, l'accomplissement des missions demande des qualifications et des compétences, cela doit être respecté.

Les mobilisations récentes des personnels de bibliothèques montrent combien ceux-ci sont attachés à leur métier et à la défense du service public. Or, le plan d'économies du gouvernement n'annonce rien de bon pour les bibliothèques, qu'elles soient d'Etat ou territoriales puisque les administrations de l'Etat et les collectivités territoriales devront faire des économies (à hauteur de 18 milliards pour les premières et 11 milliards pour les secondes).

→ Les mouvements de protestation pourraient donc se multiplier à l'aune de ces nouvelles restrictions budgétaires. Les personnels pourront compter, comme à chaque fois, sur la CGT pour être à leurs côtés dans ces combats.

## ► TOUS AUX URNES POUR LE PROGRÈS ET LE SERVICE PUBLIC

De la fin novembre jusqu'au 4 décembre 2014, 5 millions d'agents publics, titulaires comme contractuels, vont élire leurs représentants syndicaux et ce dans l'ensemble de la fonction publique, territoriale, hospitalière et État.

## ► Pour quoi vote-t-on ?

Cette élection capitale sera l'occasion de désigner vos représentants pour une durée de 4 ans dans l'ensemble des instances qui accompagnent votre vie professionnelle :

- les CAP et CCPC pour vos carrières
- les Comités techniques pour le fonctionnement et l'organisation des services et par extension les CHSCT

Issue des accords de Bercy, la loi du 5 juillet 2010 relative au dialogue social rapproche la fonction publique des dispositions du secteur privé notamment en matière de validité des accords et règles de négociation collective.

Ainsi le résultat aux élections déterminera la représentativité des syndicats qui participeront aux négociations vous concernant. Désormais seuls les accords signés par des syndicats totalisant plus de 50 % aux comités techniques seront déclarés valides.

## ► Les enjeux :

Il s'agit de défendre et d'améliorer nos carrières, nos salaires et nos conditions de travail. Mais, ce vote sera également l'occasion de manifester votre désaccord sur les politiques qui, depuis de nombreuses années, par des baisses massives de budget s'attaquent aux missions de la fonction publique sans jamais régler la crise dans laquelle notre pays s'enfoncé inexorablement.

A contre-courant du discours dominant, la CGT réaffirme le rôle majeur des services publics pour satisfaire les besoins fondamentaux et réduire les inégalités économiques, sociales et culturelles.

La CGT revendique un service public fort répondant aux besoins de la population et assuré par des fonctionnaires sous statuts (entrée sur concours, salaires et carrières transparents, emplois stables...) : garantie d'indépendance et de neutralité de nos administrations.

En votant et en faisant voter CGT le 4 décembre, vous défendrez vos carrières, vos missions et le statut de la fonction publique, et par là même le service public de qualité dont nous avons tous et toutes besoin.



POUR VOS CARRIÈRES, VOS SALAIRES, VOS MISSIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL  
VOTEZ CGT

la  
cgt  
BnF

# RADIOGRAPHIE DE LA BnF → OMBRES ET LUMIÈRES

## ▶ LA MOBILISATION DES AGENTS BNF EN 2013

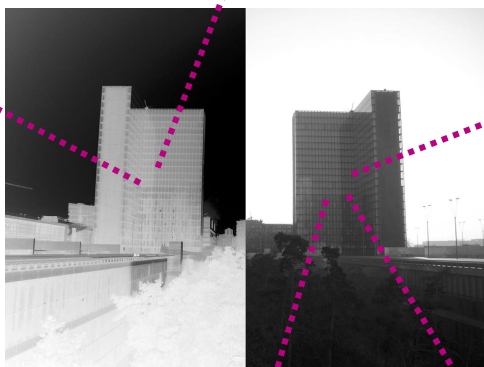
Face aux millions d'euros de coupes budgétaires, aux destructions d'emplois, aux attaques sans précédent contre les missions fondamentales de la BnF (baisse drastique des budgets d'acquisition et de conservation, privatisation partielle des documents numérisés...) les personnels se sont mobilisés tout au long du printemps 2013.

- ▶ fin mars, plus de 150 personnes se réunissent Hall ouest, dès lors les assemblées générales et réunions d'information se succèdent à Tolbiac et à Richelieu
- ▶ une plate-forme revendicative est ensuite votée par les agents. Elle est soutenue par la CGT, la FSU et Sud
- ▶ des milliers de tracts sont distribués aux personnels et aux lecteurs
- ▶ une pétition personnels/usagers est lancée : des milliers de signatures sont récoltées
- ▶ une association de défense des lecteurs et des missions de la BnF est créée
- ▶ les 3 bibliothèques (BnF, BPI, la Cité des Sciences) du ministère de la Culture se coordonnent pour mieux lutter
- ▶ deux journées de grève sont votées en juin
- ▶ le Conseil d'administration de la BnF est envahi le 21 juin par une centaine d'agents
- ▶ l'intersyndicale des bibliothèques CGT-FSU-Sud est reçue par le Ministère !

## ▶ LA LUTTE DE 2013 PAYE, EN EFFET EN 2014...

Lancée au printemps 2013 par l'intersyndicale CGT-FSU-SUD, suite à l'annonce de nouvelles suppressions de postes et coupes budgétaires, cette mobilisation des personnels a permis d'obtenir un certain nombre d'avancées :

- ▶ quasiment moitié moins de postes supprimés en 2014 (29 au lieu de 50)
- ▶ un dégel budgétaire de près de 3,4 M€ pour 2014 qui a permis, entre autres, d'arracher une prime exceptionnelle de fin d'année pour les contractuels et titulaires de catégorie C.
- ▶ l'obtention de crédits (3,7 M€ sur 4 ans) pour le plan de titularisation dit Sauvadet
- ▶ pour le Service public : abandon de la mesure de communication en différé dans le Rez-de-jardin ; abandon de la diminution des agents de sécurité en salle D et J...
- ▶ pour le catalogage à la DCO : abandon de la constitution de 2 pôles (Service public et Catalogage) au sein des départements et modifications des fiches de postes des agents
- ▶ pour les vacataires : reconduction de contrats, maintien des CDD de 3ans...



## ▶ 5,5 MILLIONS GASPILLÉS POUR FAIRE MOINS BIEN

5,5 millions d'euros, c'est la somme dépensée pour refaire un Haut-de-jardin et des halls pourtant en parfait état. Rappelons qu'en 2009 le budget initial s'élevait à 3 M€, mais qu'en 2011 avec l'arrivée d'un MK2 dans la BnF, les coûts explosent (+2,5 M€). L'enlèvement du travelator (le tapis « roulant » qui permettait d'atteindre l'esplanade) revient à près d'un demi-million, soit l'équivalent des coupes dans les budgets de conservation des collections en 2013. Edifiant pour des installations qui, en outre, ne conviennent à personne.

## ▶ COUPE DANS LES BUDGETS, TAILLE DANS LES EFFECTIFS

Avec moins 10 millions de budget en 5 ans et quelques 236 suppressions de postes ce sont désormais nos missions fondamentales et nos conditions de travail qui sont clairement touchées. Les acquisitions courantes passent ainsi de 8 millions d'euros en 2011 à 5,8 M€ en 2014, la conservation de 3,2M€ en 2010 à 23M€ en 2014... Cette situation est le résultat des politiques d'austérité menées depuis 5 ans. Politiques qui n'ont rien réglé à la crise que nous traversons et au chômage qui gangrène notre société.



### BUDGET PRÉVISIONNEL DE LA BnF EN MILLIONS D'EUROS

Année	2010	2011	2012	2013	2014	→ Moins 10 millions en 5 ans
Budget	203	200	199	197	194	
Delta	-1 million	-3 millions	-1 million	-2 millions	-3 millions	



### NOMBRE D'AGENTS BUDGETÉS PAR AN À LA BnF

Année	2010	2011	2012	2013	2014	→ Moins 236 postes en 5 ans
Agent	2.434	2.400	2.336	2.277	2.248	
Delta	-50 postes	-34 postes	-64 postes	-59 postes	-29 postes	

## ▶ MARCHANDISATION ET PRIVATISATION

Depuis la fin des années 90, on assiste en France à une accélération de la marchandisation du patrimoine public.

A la BnF, cette politique de privatisation partielle ou totale touche des espaces de la bibliothèque (l'arrivée d'un MK2 dans les locaux de Tolbiac), des immeubles entiers (la vente très probable du 2 rue Louvois accueillant le département de la Musique), des ouvrages numérisés tombés dans le domaine public (désormais exclusivité commerciale de firmes privées pour 10 ans) et certaines pièces rares louées au « Louvre » d'Abou Dhabi pour la poignée de privilégiés pouvant y accéder.

Ces politiques se font bien sûr contre les usagers. En bradant nos locaux on les prive d'un accès direct aux collections physiques (transférées en nombre à Bussy en raison du manque de place à Richelieu et à Tolbiac). Elles se font également contre les lecteurs qui consultent à distance les documents numérisés. Avec la création de la filiale BnF partenariat, qui organise la privatisation et la marchandisation des documents pendant 10 ans, ceux-ci ne seront plus accessibles gratuitement via Gallica.

Pour la CGT, les locaux et les ouvrages, y compris numérisés, d'une bibliothèque publique appartiennent à la collectivité. Stop aux marchandisations et aux privatisations.

## LES LUTTES À POURSUIVRE ENSEMBLE... ET À GAGNER

- Gagner la bataille de l'emploi en stoppant définitivement les suppressions de postes et en créant des emplois où cela est nécessaire, en combattant également la précarité
- Obtenir des budgets prenant en compte les besoins réels de l'établissement
- Sauvegarder les actions en faveur des personnels : arrêter la baisse du nombre de logements sociaux réservés aux agents et les coupes dans les budgets de la formation professionnelle (-10% en 2014)...
- Défendre la conservation/restauration : crédits toujours en diminution (2,3M€ contre 3,2M€ en 2010), filière Métiers d'art en danger (perte des compétences avec les départs en retraite non remplacés)...
- Défendre les acquisitions courantes : hémorragie budgétaire (5,8 millions d'euros contre 8M€ en 2011), départs en retraite non remplacés (12% des acquéreurs de la BnF ont ainsi disparu des effectifs), projet des acquisitions sur profil toujours maintenu malgré l'échec de tests réalisés...
- Protéger le bien commun : renforcer Gallica et dissoudre la filiale BnF Partenariat, sauver de la vente l'immeuble du département de la Musique et les locaux autour de Richelieu, empêcher l'occupation des sites par des sociétés privées comme MK2
- Garantir la maintenance des locaux, des équipements techniques, de l'informatique, des ascenseurs...

## ENSEMBLE, PLUS FORTS ! SYNDIQUEZ-VOUS

▶ Permanence syndicale du lundi au vendredi à Tolbiac, local 711, niveau A2, bandeau Sud.

▶ tel : 01 53 79 49 01, mail : cgt@bnf.fr

Toute l'actualité de la BnF et de la CGT ▶ [www.cgtbnf.fr](http://www.cgtbnf.fr)